

Saintes, le 26 août 2016

Cher(e)s ami(e)s,

Cher(e)s camarades,

Je m'adresse à vous toutes et tous, conseillers, conseillères, adhérent(e)s, coopératrices et coopérateurs de EELV, pour faire acte de candidature à la primaire de EELV, à cinq jours de sa clôture.

Pourquoi, et pourquoi si tard ?

Pourquoi je me porte candidat

Parce que je reviens de Genève, où j'ai assisté vendredi dernier, 19 août, à un événement historique inouï et presque inespéré, qui me laisse penser que le combat que je mène (ou plutôt qui me mène...) depuis plus de trente ans a enfin une chance d'aboutir. Mais que cela passe par la victoire politique, en France, des idées que je défends depuis un demi-siècle et qui sont, ou plutôt devraient être, étroitement liées au projet écologique. Je dis « écologique » plutôt que « écologiste », parce que le mouvement écologiste et à plus forte raison le parti EELV n'en ont pas le monopole, même s'ils ont l'insigne responsabilité de les porter et les faire aboutir politiquement.

Le 19 août, donc, à Genève, le « Groupe de Travail chargé de faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire », un corps de l'ONU spécialement constitué pour faire des recommandations à sa prochaine assemblée générale, lui recommande, avec le « large soutien » d'au moins 107 Etats, de « convoquer en 2017 une conférence ouverte à tous les Etats, avec la participation et la contribution d'organisations internationales et de la société civile, pour négocier un instrument juridique légalement contraignant chargé d'interdire les armes nucléaires et d'aboutir à leur élimination totale ».

Recommandation adoptée par 68 voix de délégations gouvernementales pour, 22 contre et 13 abstentions. Une recommandation qui a toutes les chances d'être suivie par un nombre d'Etats bien plus grand à la prochaine AG de l'ONU qui se réunira à New York en novembre et décembre 2016.

Du jamais vu depuis 71 ans. Exactement depuis Hiroshima et Nagasaki.

A ce Groupe de Travail, je représentais ACDN, l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire, et j'ai pu y prendre la parole en son nom au cours des deux dernières sessions. En mai pour affirmer que « [The UN should proclaim the Right of People to Survival](#) ». Cette fois-ci pour souligner qu'il faut absolument « [Echapper au double jeu du TNP](#) ».

Voilà. J'aimerais que le candidat (ou la candidate) de EELV à la présidentielle porte haut et fort ce message : sous peine de s'autodétruire, notre monde doit abolir les armes nucléaires et fermer au plus vite toutes ses centrales nucléaires.

Pour une France, une Europe et un monde sans armes ni centrales nucléaires

Concernant l'Europe, c'était l'appel lancé en 2008 lors des 3^e Rencontres internationales pour le désarmement nucléaire, biologique et chimique (RID-NBC) organisées à Saintes par ACDN : [Pour une Europe sans armes ni centrales nucléaires](#)

Mais c'était déjà l'objectif que j'ai défendu dans la campagne présidentielle de 2002, où je m'étais porté candidat à la candidature sous les seules couleurs d'ACDN. (Je faillis participer à l'élection, puisqu'il ne me manquait que... environ 490 parrainages.)

Si j'étais retenu comme candidat de EELV à la présidentielle, c'est le message prioritaire que je porterais, comme une exigence incompressible, imputrescible, incorruptible. Pourquoi ?

Parce que tout le reste : l'amitié entre les peuples et la coopération entre les Etats, la paix, la justice sociale, la satisfaction des besoins fondamentaux de l'humanité, la transition énergétique, la lutte contre le dérèglement climatique, contre la pollution, contre la pauvreté, la misère, l'ignorance, le fanatisme et le terrorisme, ou contre les maladies endémiques, oui, tout le reste en découle. Et bien sûr la paix au Proche-Orient, la solution du conflit israélo-palestinien, la libération de Gaza. J'en passe et des meilleures - ou des pires. Si vous en doutez, j'espère vous en convaincre pendant la campagne des primaires... pourvu que j'y participe.

L'arme nucléaire est la clef de voûte d'un système de domination, d'exploitation, d'oppression, de dictature sur les êtres humains, les peuples et la nature, d'intimidation et de menace existentielle, de terreur étatique, un système que nous subissons toutes et tous, que nous finançons sans le vouloir et qui donne à une dizaine d'individus le pouvoir d'anéantir leurs congénères et l'humanité entière en pianotant sur un ordinateur. Les Etats-Unis ont prévu de consacrer à leurs armes nucléaires mille milliards de dollars sur les 30 ans à venir. La France à elle seule, avec ses 300 bombes qui lui ont coûté plus de 300 milliards d'Euros et ne représentent que 1,5 % de la puissance destructrice des arsenaux actuels, pourrait faire un milliard de morts. C'est ce que nos stratèges appellent notre « stricte suffisance ». Ce système, il faut absolument le déconstruire pierre à pierre avant qu'il ne s'écroule sur nous. Nous devons dire : « Hiroshima, Nagasaki, plus jamais ça », mais aussi : « Tchernobyl, Fukushima, plus jamais ça ». Et agir en conséquence.

Pour un monde vivable dénucléarisé

Il faut, certes, que notre monde soit *entièrement dénucléarisé – et le plus vite possible*. Mais cela ne suffit pas, bien entendu. C'est la condition nécessaire d'un *autre monde*, plus sûr - libre, équitable, fraternel. Mais ce n'est pas une condition suffisante, pas la panacée.

C'est pour cela qu'ACDN a provoqué à Saintes en octobre 2011, avec six autres organisations (ATTAC, la Confédération paysanne, la Ligue de l'Enseignement, la Ligue des Droits de l'Homme, le réseau Sortir du nucléaire, la Fondation pour une Terre Humaine) la réunion des *Etats généraux pour un monde vivable*. J'en avais écrit le préambule, hélas toujours d'actualité (voir ci-dessous). Mais c'est à 150 que nous avons élaboré, en à peine quatre jours, et adopté à l'unanimité malgré nos différences, la [Charte pour un monde vivable](#) qui comprend 7 chapitres et 103 articles. Cette Charte fut proposée à la signature de tous les candidats déclarés à la présidentielle de 2012. Deux d'entre eux l'ont approuvée dans son intégralité et signée : Eva Joly et Philippe Poutou. A mon tour, évidemment, je la fais mienne et j'invite chacun(e) de vous à la faire vôtre.

Je souhaiterais aussi, tout particulièrement, que les parlementaires (députés et sénateurs) élus en 2012 sur les listes EELV signent à la fois **l'Appel à référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires** (Cf. PJ) et **la proposition de loi référendaire** (Cf. PJ). En effet, en juillet dernier, [60 parlementaires français ont appelé à abolir les armes nucléaires et proposé un référendum](#) dit « d'initiative partagée ». Aujourd'hui, ils sont 76 (Cf. PJ) mais nous avons besoin de 185 signatures pour atteindre le 1/5 du Parlement requis par la Constitution. La moitié des élus écologistes l'ont signée, mais tous pourraient et devraient le faire, d'après la résolution adoptée le 24 juin 2012 par le Conseil fédéral à l'unanimité moins une abstention (<http://eelv.fr/52535/>).

Mes liens avec EELV

J'ai toujours agi en tant que simple citoyen, militant ou responsable associatif et syndical, refusant de m'encarter dans quelque parti que ce soit. J'ai fait une exception pour EELV, pendant un an. Lors de sa création au Congrès de Lyon le 9 novembre 2010, j'ai adhéré à EELV, pensant que l'aventure méritait d'être tentée. J'ai été élu peu après comme l'un des conseillers fédéraux représentant la région Poitou-Charentes. J'ai donc été membre du conseil fédéral de février à juin 2011. Ensuite, j'ai été profondément déçu par l'accord électoral PS-EELV qui m'a paru d'emblée être un marché de dupes : [Accord PS-EELV : la soupe et les lentilles seront radioactives](#). Je n'ai pas renouvelé en 2012 mon adhésion à EELV, mais continué à coopérer en tant que... coopérateur, justement. Ce que je ne suis plus aujourd'hui, bien que je conserve estime et amitié pour nombre de militants et responsables Verts.

Si ma candidature obtient les 36 soutiens de conseillers fédéraux requis, je participerai avec plaisir à la campagne des primaires. Mon ambition n'est certainement pas de devenir président de la République. Je ne le souhaite pas, même si je pense que je me plierais aux devoirs de la charge (sauf celui de presse-bouton atomique...) si par un invraisemblable concours de circonstances elle me tombait dessus. Mon ambition est autre et, en fait, bien plus grande : en dépit de mon âge (je suis né à Paris sous l'occupation allemande, voyez mon CV), il s'agit de faire souffler un *air de jeunesse* sur le mouvement écologiste français en réactivant ses « fondamentaux », et de contribuer ainsi à préparer un *changement d'ère*.

Je vous prie de trouver ci-dessous mon CV et le Préambule dont j'ai parlé plus haut, et en PJ, l'Appel à référendum, la proposition de loi parlementaire et la liste de ses actuels signataires.

Je remercie les conseillères et conseillers fédéraux se retrouvant dans mes propos ou souhaitant un débat d'envoyer leur parrainage à parrainage@eelv.fr et de me mettre en copie.

Cordialement.

Jean-Marie Matagne

Docteur en philosophie

Président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)

contact@acdn.net

06 73 50 76 61

www.acdn.net

*

Jean-Marie Matagne CV

Membre du conseil mondial d'Abolition 2000. Président d'ACDN.

Né à Paris en 1944. Etudes de philosophie et de psychologie. Professeur de psychopédagogie en Ecole Normale de 1969 à 1978, puis de philosophie en Lycée général et technologique. Responsabilités pédagogiques et syndicales diverses. Après l'initiative de Gaby Cohn à Saint Nazaire, j'obtiens en 1982 l'ouverture du Lycée Expérimental, Polyvalent et Maritime en Oléron (LEPMO, aujourd'hui CEPMO). Je prépare une thèse d'Etat dont je change le sujet après avoir entendu en janvier 1986 l'appel de M. Gorbatchev : « Plus aucune arme nucléaire d'ici l'an 2000 ! » Je soutiens en 1991 ma thèse sur « le pouvoir et la puissance » et « l'équilibre de la terreur ».

En 1996, je fonde ACDN, qui obtient l'adhésion de Saintes et St Pierre d'Oléron au réseau *Abolition 2000* et aux *Maires pour la paix* et qui multiplie les initiatives : *1^{er} Journées du Désarmement Nucléaire* (2001), *Rencontres internationales pour le désarmement nucléaire, biologique et chimique* (2004, 2006, 2008), « Appel de Saintes » *Pour une Europe sans armes ni centrales nucléaires* (2008), *Etats Généraux pour un Monde Vivable* (2011), *Rencontres pour un Monde Vivable Dénucléarisé* (RMVD, octobre 2015), entre autres.

En 2002, je me porte candidat à l'élection présidentielle, pour le désarmement nucléaire et la sortie du nucléaire civil. Je demande au Conseil constitutionnel d'invalider les candidatures de MM. Chirac et Jospin, puis en 2012 celles de MM. Sarkozy et Hollande, pour préparation de crimes contre l'humanité, non-respect des traités internationaux, non-respect de la Constitution.

Le 15 mai 2012, j'entame un jeûne à durée indéterminée pour être reçu par François Hollande et lui demander un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires. Plusieurs membres ou sympathisants d'ACDN s'associent temporairement à ce jeûne, dont un, Luc Dazy, à partir du 1^{er} juin. Le 24 juin on nous annonce que nous serons reçus tous les deux à l'Elysée le 26. Le 25, le Conseil fédéral de EELV mandate ses parlementaires et ses ministres pour faire aboutir la demande de référendum. Le 26, la police nous bloque à 50m de l'Elysée. Nous décidons d'arrêter notre jeûne intégral, Luc à son 26^e jour, moi au 42^e. Pour autant, nous ne cesserons pas d'agir pour le même objectif.

Le 8 mars 2016, une douzaine de députés lancent la procédure du « référendum d'initiative partagée », en cours actuellement. La question est : « *Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?* »

Je suis l'auteur d'écrits historiques, philosophiques, politiques, pédagogiques, de plusieurs pièces de théâtre, de nombreux textes militants signés ou anonymes et d'articles parus sur le

site bilingue www.acdn.net. Je comprends et parle plus ou moins bien français, anglais, allemand, espagnol et russe. J'ai cinq enfants et six petits-enfants. Je vis en Charente-Maritime.

*

Charte pour un monde vivable

Préambule

La Terre est notre « maison commune ». Chaque être humain devrait en prendre soin. Pourtant, elle menace ruine. Entreposés dans les sous-sols, des stocks d'armes nucléaires hérités d'un passé de guerre froide peuvent la faire sauter à tout moment et anéantir dix fois ses sept milliards d'habitants. Dans les étages, en permanence, certains locataires se font la guerre, s'entretuent, se massacrent, et d'autres menacent d'en faire autant. Des privilégiés font bombance et étalage de luxe sous les yeux de voisins affamés. Certains gaspillent l'eau quand d'autres n'ont même pas de quoi boire.

Les épidémies invalidantes et mortelles se répandent dans l'indifférence générale, quand elles ne sont pas provoquées par l'incurie ou la cupidité de responsables de la santé publique. Les services collectifs sont bradés au privé.

La spéculation assure, comme dit un prix Nobel d'économie, « le triomphe de la cupidité ». Le fossé entre riches et pauvres devient un gouffre. « Tout pour nous, rien pour les autres », cette devise d'une poignée de prédateurs vient à bout des Etats eux-mêmes.

L'environnement se dégrade, lui aussi. Les paysages s'enlaidissent, se désertifient, se bétonnent, les déchets s'accumulent, les pollutions chimiques se multiplient. Invisible, la contamination radioactive d'origine civile et militaire rend invivables des régions entières et augmente partout les risques de cancers, de maladies cardiaques, de naissances monstrueuses. Le patrimoine génétique - humain, animal, végétal - est attaqué de toutes parts. Les animaux sont traités comme matière vile. Beaucoup d'humains subissent le même sort. Des espèces disparaissent, la biodiversité régresse ou tombe aux mains de multinationales cyniques. Les ressources naturelles, les matières premières, les énergies fossiles, sont en voie d'épuisement.

Le climat se détériore. En quelques décennies, l'élévation de la température moyenne à l'échelle du globe provoque des phénomènes inquiétants, tantôt insidieux, tantôt extrêmes - fonte des glaces, submersion marine, inondations, ouragans, sécheresses et incendies... Les dégâts sont énormes, les victimes nombreuses, l'avenir climatique redoutable. Sous l'empire de la nécessité, des mouvements migratoires erratiques et tragiques se développent.

Crises écologiques, économiques, financières, sociales, politiques, militaires, sanitaires, démographiques, culturelles, humanitaires... La liste est longue des motifs d'inquiétude.

Pour autant, l'issue n'est pas fatale.

Il existe bien des motifs d'espérer. Le monde recèle toujours des beautés étonnantes, le cœur humain aussi. Quand surviennent des catastrophes, la solidarité s'exerce entre pays éloignés comme entre voisins. Sous des formes et en des lieux les plus inattendus, l'indignation, la révolte soulèvent les peuples et les poussent vers la démocratie, la liberté et la justice. Les médias modernes peuvent aider à promouvoir ces libérations aussi bien qu'à asservir les opinions. Dans de nombreux pays, une part importante de la jeunesse se mobilise et cherche à prendre son destin en main. Et dans la discrétion du quotidien, des modes alternatifs de production, de consommation, d'échanges, de vie se mettent en place.

Pourvu qu'elles soient soumises à une éthique humaniste, soucieuse de libertés, d'équité, de solidarité, la politique et la technologie peuvent offrir des solutions. Il est encore possible de refonder et rénover notre maison commune, de la rendre conviviale pour les générations présentes et accueillante aux générations futures.

Les **Etats généraux pour un monde viable**, réunis à Saintes (France, Charente-Maritime) du 27 au 30 octobre 2011, se sont fixé pour objectif d'adopter, en s'inspirant de la **Déclaration universelle des droits de l'Homme** et d'autres textes existants comme la **Charte pour la Terre** datant de l'an 2000, une Charte pour un monde viable déclinant les principes dont devrait s'inspirer une politique visant le bien commun.

A compter de novembre 2011, cette Charte est proposée à la signature en ligne de nos concitoyens, et pour ce qui concerne la France, à la signature des candidats à l'élection présidentielle et aux législatives de 2012, qui sont également invités à prendre une série d'engagements précis traduisant ces principes en mesures pratiques.

Citoyens, électeurs, il dépend de chacune et de chacun de nous que notre voix se fasse entendre avant, pendant, après les élections. Car notre horizon ne se borne pas à une péripétie électorale, même très importante. Chacun de nous est invité à signer la présente **"Charte pour un Monde Viable"** mais aussi à agir en conséquence. Avant, pendant, après les élections. Le monde, comme volonté et représentation, c'est NOUS.

*

**Proposition de loi organisant un référendum
sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires**

Texte de la proposition

Sur proposition d'un cinquième des parlementaires et après recueil par voie électronique du soutien d'un dixième des électeurs inscrits, un référendum sera organisé dans les meilleurs délais, dans l'ensemble du territoire français, sur la question suivante :

« Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ? »

Soutien parlementaire

Je soussigné(e) :

député(e)

sénateur/sénatrice Elu(e)

dans le département de :

Circonscription :

E-mail :

Déclare approuver, signer et présenter la Proposition de loi organisant un référendum sur la question suivante :

« Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ? »

Fait à

le

Pour valoir ce que de droit.

Signature

Destinataires :

- Catherine Quéré, députée cquere@assemblee-nationale.fr
2 Rue René Cassin
17100 Saintes
- Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN) contact@acdn.net
31 Rue du Cormier
17100 Saintes

Appel

UN REFERENDUM POUR L'ABOLITION DES ARMES NUCLEAIRES

L'humanité, aujourd'hui menacée dans sa dignité et son existence, doit disposer d'un droit fondamental: **le droit à la survie**, avec pour corollaire **le droit des peuples à disposer de leur survie**.

Ce droit implique l'abolition des armes nucléaires, armes de destruction massive, de massacre, de crime contre l'humanité. Totalement inopérantes pour juguler le terrorisme, elles lui empruntent le même mépris pour la vie humaine en le multipliant. Elles menacent d'anéantir des millions de personnes, des populations entières, et l'humanité elle-même car une guerre nucléaire rendrait la terre invivable.

Un tel pouvoir d'anéantissement est concentré entre les mains d'une dizaine de chefs d'Etats qui peuvent décider d'en user à tout moment, sans procès ni appel, et exécuter eux-mêmes leur sentence dans le quart d'heure qui suit leur décision. Jamais les peuples des Etats dotés d'armes nucléaires n'ont été consultés, pas plus que ceux des Etats non dotés, alors qu'ils sont tenus de les financer et qu'elles mettent en jeu leur propre survie aussi bien que celle des autres peuples !

La France, pour sa part, dispose de ces armes depuis 50 ans. Elle leur a consacré plus de 300 milliards d'Euros et elle ne cesse de les développer. Ses 300 bombes pourraient faire près d'un milliard de morts.

Cette situation bafoue les droits de l'Homme, car une seule bombe atomique, ce sont "des centaines de milliers de morts, des femmes, des enfants, des vieillards carbonisés en un millième de seconde, et des centaines de milliers d'autres mourant au cours des années suivantes dans des souffrances atroces : n'est-ce pas un crime contre l'humanité ?" (Alain Peyrefitte à Charles de Gaulle le 4 mai 1962).

Elle est contraire au droit international, qui fait obligation aux Etats nucléaires ayant ratifié, comme la France, le Traité de Non Prolifération, "de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace" (Cour Internationale de Justice, Avis consultatif du 8 juillet 1996).

Contraire à la Constitution française, qui place les droits de l'Homme au-dessus de tout et impose leur respect, ainsi que le respect des traités.

Contraire au bon sens, car il est illogique de défendre les valeurs républicaines, dont la fraternité, en menaçant de commettre des crimes contre l'humanité ; illogique de lier les "intérêts vitaux" de la France à l'emploi d'armes fatalement suicidaires contre un pays qui en aurait aussi ; illogique de prétendre garantir sa sécurité par ces armes, tout en les interdisant aux autres ; illogique d'encourager ainsi leur prolifération, tout en prétendant la combattre ; illogique de vouloir faire des économies et de gaspiller des milliards dans des engins de mort inutilisables contre d'autres Etats nucléaires, incapables de dissuader des terroristes, et redoutables entre leurs mains, s'ils parviennent à s'en procurer.

Contraire à la démocratie, enfin, car le peuple français n'a jamais été consulté et l'on sait par un récent sondage que trois Français sur quatre répondraient OUI à la question :

« Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ? »

Trois Français sur quatre, également, veulent être consultés par référendum sur cette question et sont prêts à soutenir une proposition de loi d'origine parlementaire qui l'organiserait.

Ainsi, le peuple français peut ouvrir la voie à un monde sans armes nucléaires. Nous appelons les membres du Parlement à lui en offrir l'occasion, et l'ensemble des électeurs français à apporter en temps voulu, par voie électronique, leur soutien à cette initiative.

Nous délivrer de l'épée de Damoclès atomique, ce sera renforcer à la fois notre sécurité et notre liberté, dans le plein respect des Droits de l'Homme et de la devise républicaine : liberté, égalité, fraternité.

Merci de remplir *très lisiblement* et d'envoyer à : contact@acdnet.net et cquere@assemblee-nationale.fr

ou par la poste à : ACDN 31 Rue du Cormier 17100 Saintes (France)

Je soussigné(e) NOM

Prénom

Ville

E-mail ou adresse :

DECLARE approuver l'Appel à un référendum pour l'abolition des armes nucléaires et accepter que mon soutien soit rendu public avec **ma fonction, profession ou qualité** :

Fait à

le

Signature :

Référendum Abolition des armes nucléaires - Proposition de Loi
Liste des signataires par département au 26 août 2016
(76 signataires dont 59 député(e)s, 9 sénatrices et 8 sénateurs)

N°	Département	Député(e)s	Sénateurs/Sénatrices
03	Allier	Bernard LESTERLIN	
05	Hautes-Alpes	Joël GIRAUD	
07	Ardèche	Sabine BUIS	
13	Bouches-du-Rhône	François-Michel LAMBERT	
14	Calvados	Isabelle ATTARD	
16	Charente	Jérôme LAMBERT Marie-Line REYNAUD	
17	Charente-Maritime	Catherine QUERE Suzanne TALLARD	
21	Côte-d'Or	Kheïra BOUZIANE-LAROUSSI	
24	Dordogne	Brigitte ALLAIN	
25	Doubs	Barbara ROMAGNAN	
29	Finistère	Annick LE LOCH Chantal GUILLET	
30	Gard	William DUMAS	
33	Gironde	Martine FAURE Conchita LACUEY Noël MAMERE Philippe PLISSON	
34	Hérault	Fanny DOMBRE COSTE Jean-Louis ROUMEGAS	
35	Ille-et-Vilaine	Jean-René MARSAC	
38	Isère	Michèle BONNETON	Annie DAVID
42	Loire		Cécile CUKIERMAN
44	Loire-Atlantique	Yves DANIEL	Ronan DANTEC
46	Lot	Dominique ORLIAC	
49	Maine-et-Loire	Serge BARDY	Corinne BOUCHOUX
54	Meurthe-et-Moselle	Hervé FERON	Evelyne DIDIER
55	Meuse	Jean-Louis DUMONT	
56	Morbihan	Philippe NOGUES Hervé PELLOIS Paul MOLAC	
57	Moselle		Patrick ABATE
59	Nord	Jean-Jacques CANDELIER	Michelle DEMESSINE Marie-Christine BLANDIN
60	Oise	Patrice CARVALHO	Jean-Pierre BOSINO
62	Pas-de-Calais	Jean-Jacques COTTEL	
63	Puy-de-Dôme	Danielle AUROI	
64	Pyrénées-Atlantiques	Sylviane ALAUX Nathalie CHABANNE	
69	Rhône	Pascale CROZON	
71	Saône-et-Loire	Edith GUEUGNEAU Cécile UNTERMAIER	
72	Sarthe	Françoise DUBOIS	
75	Paris	Fanélie CARREY-CONTE Cécile DUFLOT	Pierre LAURENT Jean DESESSARD
76	Seine-Maritime	Christophe BOUILLON Catherine TROALLIC	Thierry FOUCAUD
77	Seine-et-Marne		Michel BILLOUT
79	Deux-Sèvres	Geneviève GAILLARD Jean GRELLIER	
81	Tarn	Linda GOURJADE	
86	Vienne	Jean-Michel CLEMENT Véronique MASSONNEAU	
91	Essonne	Eva SAS	
92	Hauts-de-Seine		André GATTOLIN Brigitte GONTHIER-MAURIN
93	Seine-Saint-Denis	Elisabeth POCHON	
94	Val-de-Marne	Laurence ABEILLE	Laurence COHEN Esther BENBASSA

N°	Département	Député(e)s	Sénateurs/Sénatrices
972	Martinique	Serge LETCHIMY	
973	Guyane	Gabriel SERVILLE	
987	Polynésie française	Maina SAGE	
Français	Hors de France		
	2 ^e Circonscription	Sergio CORONADO	
	3 ^e Circonscription	Christophe PREMAT	
	9 ^e Circonscription	Pouria AMIRSHAHI	